



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/2007/5
2 avril 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE COMMISSION DE STATISTIQUE
CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante-cinquième session plénière
Genève, 11-13 juin 2007
Point 4 e) de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DES DONATEURS EN FAVEUR
DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE
DE LA STATISTIQUE EN ASIE CENTRALE¹**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

1. À sa réunion de février 2006, le Bureau de la Conférence des statisticiens européens (CES), a décidé que la CEE produirait, en coopération avec Eurostat et le CEI-STAT, une enquête sur les activités des donateurs dans le domaine de la statistique en Asie centrale. Cette enquête a été exécutée entre août et octobre 2006.
2. De nombreux problèmes sont apparus lors de la conduite de l'enquête et d'autres, encore plus nombreux, lors de l'analyse des résultats. Afin d'améliorer la qualité des informations qui seront recueillies à l'avenir sur la coopération technique, le résumé des résultats de l'enquête est assorti d'une série de recommandations qu'il est suggéré d'appliquer pour les travaux en cours (période 2006-2007) de l'Équipe spéciale sur les activités des donateurs. Cette Équipe spéciale a été créée par le Comité de coordination des activités statistiques pour élaborer des recommandations mondiales et peut-être constituer une base de données qui aiderait à établir des rapports exhaustifs sur la coopération technique dans le domaine de la statistique.

¹ Le rapport a été présenté à la réunion du Bureau de la CES les 12 et 13 février 2007. Le document *in extenso* (y compris les annexes) peut être consulté sur le site Web de la réunion à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2007.02.bureau.htm> (en anglais seulement).

3. La CEE a reçu des réponses de 26 organisations sur les 37 qui étaient incluses dans l'enquête (taux de réponse 70 %). Dix des organisations qui ont répondu n'avaient aucune activité en cours dans la sous-région de l'Asie centrale.
4. Dans le domaine de la statistique, la Commission européenne s'est distinguée nettement comme le principal donateur dans les cinq pays d'Asie centrale soumis à l'enquête. Elle a financé le plus grand nombre de projets distincts, pour un montant représentant environ 40 % du total de l'aide financière dont il a été fait état dans l'enquête. Les autres donateurs importants étaient le Department for International Development (DFID – Royaume-Uni), la Banque mondiale, le Ministère fédéral du développement économique et la coopération (FMCD – Allemagne), l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA – Suède) et le PNUD. En 2005, ces six donateurs ont fourni plus de 7,4 millions d'euros sur un total de 7,5 millions indiqué dans l'enquête.
5. Trente-huit activités ont été mentionnées pour la sous-région de l'Asie centrale en 2005. Les agents d'exécution les plus actifs ont été trois organisations allemandes (FSO, Institut ICON et GTZ) ainsi que le PNUD. La plupart des projets (66 %) étaient des projets stratégiques à long terme visant à renforcer les systèmes statistiques nationaux.
6. Deux des cinq pays d'Asie centrale sur lesquels portait l'enquête, à savoir le Kazakhstan et le Kirghizstan, ont bénéficié d'une attention particulière de la part des donateurs puisque 31 des 38 projets y ont été exécutés et qu'ils ont reçu 72 % du total des fonds alloués à la sous-région. On trouvera au chapitre IV un compte rendu détaillé par pays.
7. Parmi les recommandations suivantes, deux concernent les activités de coordination et quatre les activités de notification et d'enquête:
 - a) Activités de coordination:
 - i) Comparer les activités des donateurs et les futurs plans de coopération technique avec le plan de développement stratégique des statistiques officielles établi par chaque pays (plan stratégique intégré pluriannuel) et convenir des principales activités;
 - ii) Améliorer la communication et la notification, mettre sur pied un système de notification transparent et, si possible, mondial sur la coopération technique dans le domaine de la statistique; une façon d'y parvenir consiste à soutenir les travaux de l'Équipe spéciale du Comité de coordination des activités statistiques qui s'occupe de la notification des activités des donateurs concernant la coopération technique depuis novembre 2006;
 - b) Activités de notification et d'enquête:
 - i) Définir clairement les périodes sur lesquelles porte l'enquête;
 - ii) Fournir une classification et une définition précise du stade auquel se trouvent les projets mentionnés;
 - iii) Élaborer une classification des activités de coopération technique;
 - iv) Acquérir une bonne connaissance des structures des donateurs et des bénéficiaires.

INTRODUCTION

8. La question de l'amélioration de l'accès à des informations sur les activités de coopération et de coordination, en cours ou prévues, a été examinée lors de deux réunions du Bureau de la CES (en octobre 2005 et février 2006).

9. À la suite de ces débats, le Bureau a pris la décision ECE/CES/BUR/2006/6 selon laquelle il appartiendrait à la CEE de mener l'enquête sur les activités des donateurs en Asie centrale. L'enquête serait faite au moyen de deux questionnaires déjà élaborés et utilisés par Eurostat pour recueillir des informations sur les activités correspondantes dans les Balkans occidentaux. Les questionnaires types, le premier qui devait être utilisé pour présenter toutes les activités des donateurs et le second pour décrire chaque activité mentionnée dans le premier questionnaire, avaient été joints en annexe à la décision du Bureau. Cette décision a été approuvée par la session plénière de la CES en juin 2006.

I. EXÉCUTION DE L'ENQUÊTE

10. En août 2006, le Conseiller régional de la Division de statistique de la CEE a entrepris de définir les cibles et de modifier le questionnaire type. Avec l'aide de collaborateurs internes à la CEE, les questionnaires ont été envoyés à 21 organisations internationales sélectionnées et à 16 bureaux statistiques nationaux ou organismes donateurs nationaux, qui étaient susceptibles de financer le renforcement des moyens statistiques en Asie centrale.

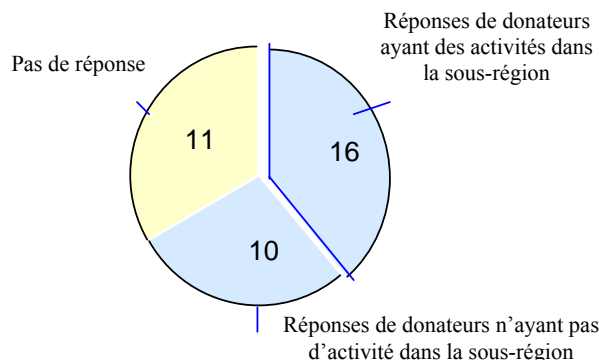
11. Aux fins de l'enquête, l'Asie centrale a été définie comme comprenant cinq pays: le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Suivant la décision du Bureau, l'Azerbaïdjan a été considéré comme relevant d'Eurostat et l'Afghanistan a été exclu de la zone de notification car ce n'est pas un pays membre de la CEE.

12. La majeure partie des questionnaires a été envoyée le 25 août 2006 et les autres lettres ont été adressées aux bureaux de pays du PNUD et à la Banque asiatique de développement (BAsD) au début septembre. Les réponses devaient parvenir dans un délai de quatre semaines. Toutes les communications ont eu lieu par courrier électronique.

13. Vingt et une réponses avaient été reçues à l'expiration du délai (22 septembre 2006). Après l'envoi d'un courrier électronique de rappel, le nombre total de réponses s'élevait à 26, le 6 octobre, soit un taux de réponse de 70 % pour les 37 organisations ayant reçu un questionnaire. Dix organisations (27 % du nombre total soumis à l'enquête) ont déclaré qu'elles n'avaient pas d'activité dans la sous-région.

Le taux de non-réponse était de 30 %.

Figure 2: Participation des organisations donatrices ayant répondu à l'enquête de la CEE



II. PROBLÈMES IDENTIFIÉS AU COURS DE L'ENQUÊTE

A. Définition de la période sur laquelle porte la notification

14. L'analyse des réponses a fait apparaître que la période de notification n'était pas clairement définie dans le questionnaire et, de ce fait, dépendait de l'interprétation des personnes interrogées. Cela a créé de nombreuses difficultés lors de l'analyse des réponses.

15. La plupart des organisations ont signalé les activités menées en 2005 ou aux alentours de cette date, ce qui était compréhensible puisqu'il restait plus de trois mois à courir en 2006 et qu'il n'avait pas été demandé spécialement dans les questionnaires ou dans la lettre de couverture de mentionner les activités futures. Certaines organisations ont mentionné aussi des activités passées, en particulier les organismes qui n'avaient eu aucune activité ou seulement une activité minimale en 2005 (ou 2006). Un petit nombre seulement a signalé des activités prévues pour 2007 ou au-delà de cette date.

16. Ainsi, l'enquête telle qu'elle a été menée ne permet pas d'identifier les chevauchements d'activités. Une définition précise de la période sur laquelle portent les informations devra figurer dans les prochaines enquêtes sur ce sujet.

B. Institution à laquelle adresser le questionnaire: siège ou bureaux de pays?

17. Les structures assurant la prise de décisions et la communication d'informations diffèrent d'une organisation à une autre. Par exemple, l'enquête a fait apparaître que le siège du PNUD disposait de très peu d'informations sur les activités menées par ses bureaux de pays. Le FNUAP a regroupé certaines de ses activités avec d'autres qui sont gérées par les bureaux régionaux et les bureaux de pays. Il est donc difficile d'obtenir un rapport global et d'éviter que des activités soient mentionnées plusieurs fois. En outre, la CEE n'a qu'une connaissance limitée de l'organigramme de certaines organisations comme la Banque asiatique de développement et des personnes à contacter.

C. Problèmes liés aux structures régionales chargées de communiquer les informations

18. Comme le montrent les résultats de l'enquête, la Commission européenne/Eurostat est l'un des plus gros bailleurs de fonds pour le renforcement des moyens statistiques dans la sous-région de l'Asie centrale. Toutefois, le rapport ne contient pas certains détails importants relatifs à ces activités car la Commission européenne/Eurostat – après que des précisions lui aient été demandées – n'a fourni que des informations globales et concernant seulement des groupes de pays. Il a été difficile d'utiliser ce matériel pour déceler les chevauchements éventuels des activités des donateurs.

D. Les institutions ayant une proportion élevée de frais fixes peuvent se heurter à des problèmes pour calculer et communiquer les chiffres pour un pays donné

19. Dans certaines organisations la répartition des dépenses comporte une proportion assez élevée de frais fixes. Par exemple, l'ISAP, une institution des Nations Unies ayant son siège à Tokyo qui fournit une assistance, principalement à des pays d'Asie, sous forme d'activités de formation en statistique, risque de se heurter à certains problèmes pour structurer son rapport.

20. Un autre exemple est le FMI qui a indiqué n'avoir aucune activité de coopération technique dans le domaine de la statistique dans la sous-région mais qui, parallèlement, a mentionné avoir formé à son siège 25 personnes venant de quatre pays d'Asie centrale, à différentes questions de statistique, en 2005.

21. Une part minime du coût des activités de formation est directement liée à la participation de stagiaires d'un pays donné – comment les principaux coûts doivent-ils être notifiés en fonction de leur nature? Et comment mentionner les montants, qui ont été affectés à des activités de formation prévues dans un pays donné, si aucun stagiaire de ce pays n'a participé à ces activités? Dans les instructions données par la CEE pour la présentation du rapport, il était souligné que seules les activités de coopération technique auxquelles des pays d'Asie centrale avaient participé effectivement devaient être mentionnées. Si par exemple un pays avait la possibilité de participer à des activités de formation mais n'y participait pas, cela ne devait pas être pris en considération. On ignore dans quelle mesure cette instruction a été suivie.

E. Autres observations sur les problèmes qui pourraient se poser au cours de l'enquête

22. Il convient aussi d'examiner le cas où différents types d'activité entrent dans le cadre de projets communs, financés par plus d'un donateur: comment faire état d'un projet qui est financé par deux ou trois donateurs différents, à différents niveaux de financement, pendant des périodes différentes et mis en œuvre par un autre agent d'exécution? L'enquête en grappes à indicateurs multiples faite au Tadjikistan est un exemple des complexités rencontrées dans la présente enquête. Ce projet a été financé par le PNUD, le DFID et en partie par l'UNICEF, cette dernière institution étant aussi l'agent d'exécution.

F. Problèmes de communication des données – à résoudre conjointement!

23. À la première réunion de la Task Team on Partner Reporting System on Donor Support to Statistical Activities, qui s'est tenue dans les locaux de PARIS 21 le 10 novembre 2006 à Paris, la CEE a jugé absolument nécessaire d'élaborer des définitions plus précises des activités qui doivent faire l'objet de rapports à l'échelle internationale dans ce domaine.

III. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE 2006

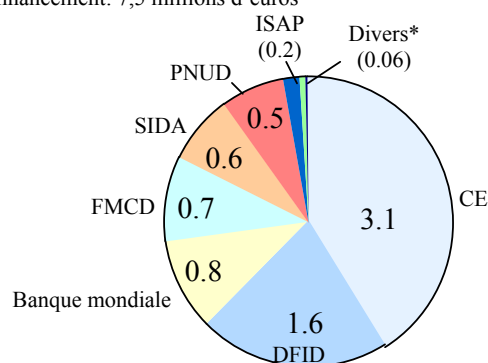
24. L'analyse de l'enquête porte sur 38 projets qui ont été achevés ou commencés ou qui étaient en cours d'exécution pendant l'année civile 2005.

A. Présence des donateurs dans la région

25. Selon les résultats de l'enquête, neuf donateurs étaient présents dans le domaine de la coopération technique en matière de statistique dans la sous-région de l'Asie centrale en 2005. Ces activités ont permis de parrainer et de financer 38 projets, représentant 7,5 millions d'euros consacrés au développement de ces pays. Avec 12 projets et un financement total de 3,1 millions d'euros ciblés sur la région, l'Union européenne/Eurostat était de loin le plus gros donateur.

Figure 3. Financement de la coopération technique dans le domaine de la statistique:
Répartition du montant total par donateur (en millions d'euros)

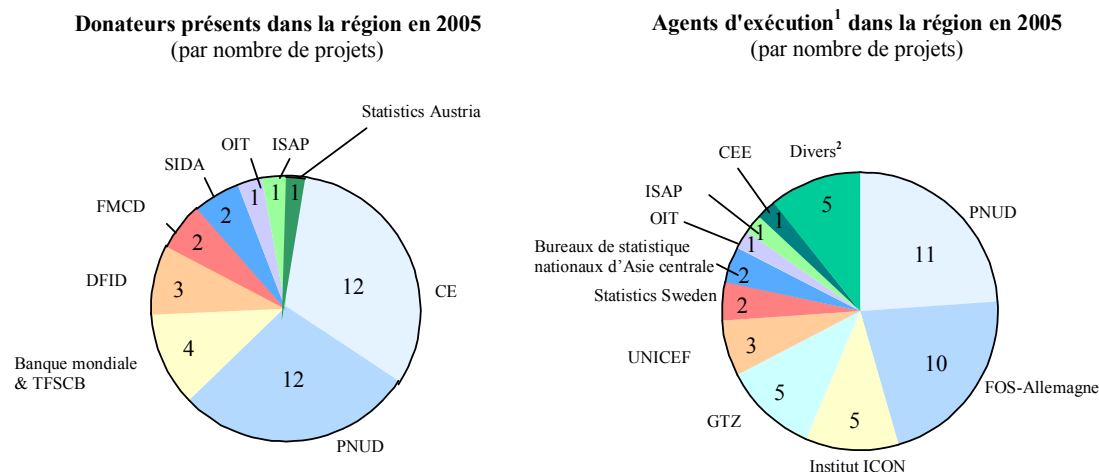
Montant total du financement: 7,5 millions d'euros



* Divers = OIT (0,04 million d'euros) et Statistics Austria (0,02 million d'euros)

26. Un certain nombre d'agents d'exécution ont financé en commun quelques projets (par exemple Statistics Austria). Les bureaux nationaux de statistique participent parfois à des projets généraux d'analyse par pays (par exemple les programmes Rural Education de la Banque mondiale ou Human Development Tracking du PNUD). Il est alors difficile d'évaluer l'ampleur de l'aide apportée par le donateur et les effets du projet sur le renforcement des moyens statistiques. C'est la raison pour laquelle ces projets n'ont pas été inclus dans notre analyse du financement.

Figure 4. Présence des donateurs et agents d'exécution dans la sous-région de l'Asie centrale, par nombre de projets de coopération technique dans le domaine de la statistique



¹ Un projet peut être exécuté par de nombreuses institutions (par exemple GTZ et FOS-Allemagne).

² Divers = British Council, DFID, IDA, Oxford Policy Management, Université de Southampton, Statistics Austria.

B. Caractéristiques des projets

27. Les projets en cours dans la région en 2005 étaient essentiellement des projets stratégiques à long terme (68 % du nombre total) visant à renforcer le système statistique national des pays, à développer les connaissances dans des domaines particuliers (comme les statistiques régionales, la diffusion et la publication, la promotion) et à fournir une assistance technique pour des enquêtes à long terme. Ces projets étaient deux fois plus nombreux que les projets à court terme (d'une durée inférieure à douze mois). Ils ont représenté un coût de 6 millions d'euros (80 % du financement total).

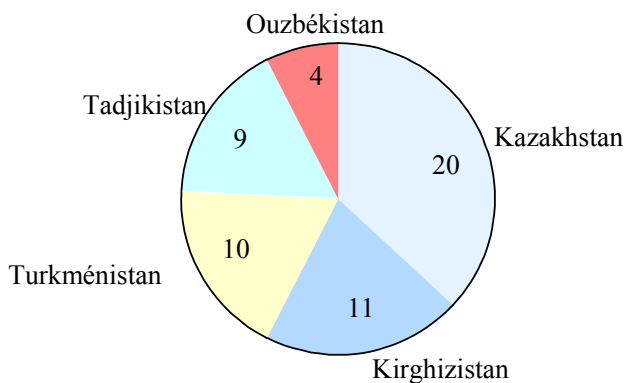
28. Les projets à court terme comprenaient des cours de formation dans certains domaines, des enquêtes par sondage ou des séminaires dans des domaines statistiques particuliers (par exemple sur le tourisme, les petites entreprises, la parité et divers sujets). Ils étaient organisés pour la majorité d'entre eux par l'ISAP, le PNUD, la CEE et la CE (Statistisches Bundesamt, Statistics Austria).

C. Description détaillée des activités menées dans les pays

29. Des cinq pays d'Asie centrale, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont particulièrement retenu l'attention des donateurs. En 2005, 31 projets sur 38 étaient en cours d'exécution dans ces deux pays, lesquels ont bénéficié de 72 % du financement total accordé à la sous-région.

Figure 5: Nombre de projets par pays

Nombre de projets dans chaque pays en 2005



30. Le Kazakhstan a reçu des fonds de sept donateurs. Outre quatre projets de développement stratégique à long terme organisés par la Communauté européenne, le FMCD et le SIDA, de nombreux projets spécialisés ont été mis en place en 2005 pour diffuser les méthodes modernes à utiliser dans différents domaines de la statistique (par exemple statistiques sur l'innovation, sur les petites entreprises ou sur l'environnement). Ces projets ont été financés par la Commission européenne et exécutés par Statistisches Bundesamt. Les activités reflétaient des objectifs stratégiques du Kazakhstan et visaient à appliquer les normes internationales et à améliorer la qualité des activités de production et de diffusion du bureau national de statistique. Dans le domaine de la réduction de la pauvreté, le PNUD a apporté son aide par le biais d'une enquête.

31. Le Kirghizistan arrive au premier plan pour le montant du financement et au deuxième pour le nombre de projets. La moitié des activités, consacrées au développement à long terme du système national de statistique, a été financée par le FMCD, le SIDA et la Banque mondiale. Deux projets d'assistance technique dans des domaines particuliers (statistiques agricoles, statistiques régionales) ont été mis sur pied en 2005 par la Commission européenne et Statistisches Bundesamt.

32. Six donateurs étaient présents au Tadjikistan en 2005. Les activités avaient pour but d'améliorer les connaissances en vue d'analyser la pauvreté et d'exécuter des enquêtes par grappes avec indicateurs multiples. Une enquête sur le niveau de vie dans le pays a été réalisée.

33. Quatre donateurs ont mené des activités au Turkménistan en 2005. Le principal a été le PNUD qui a aidé le bureau national de statistique à exécuter six projets visant à améliorer les moyens disponibles dans ce domaine. La Commission européenne a exécuté le programme Statistics 8 à partir de la fin de 2005. Des spécialistes turkmènes ont suivi deux cours de formation organisés par le FMI, l'ISAP et la Commission européenne/Statistics Austria.

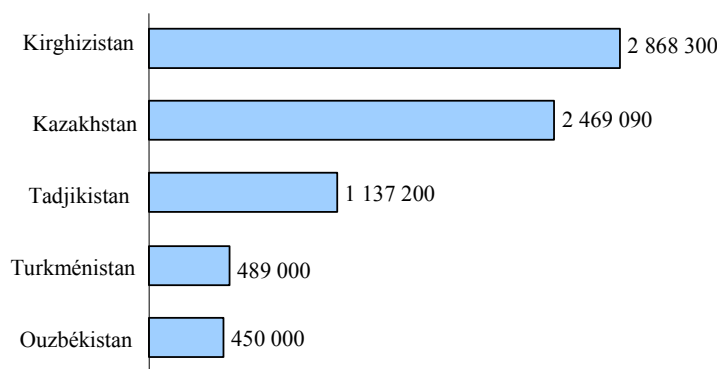
34. C'est en Ouzbékistan que le nombre d'activités a été le plus faible. En 2005, seulement 6 % du financement total a été investi dans des projets de développement sur le renforcement des capacités statistiques nationales. Des fonctionnaires de la Commission d'État pour les statistiques d'Ouzbékistan ont eu la possibilité de participer à des cours de formation qui étaient

offerts par le FMI, l'ISAP et Statistics Austria. En 2005, aucun projet n'a été organisé ou exécuté uniquement en Ouzbékistan.

35. Le graphique de la figure 6 indique le montant des activités des donateurs dans chaque pays en 2005.

Figure 6: Montant par pays des fonds consacrés par les donateurs à la coopération technique dans le domaine de la statistique, sous-région de l'Asie centrale, en 2005

Montant des activités¹ menées dans les pays en 2005 (en euros)



¹ N'ont pas été inclus: Tracking Human Development (PNUD), Rural Education (Banque mondiale), Training Course in Collection and Analysis (ISAP), séminaire TACIS de très haut niveau (Commission européenne/Statistics Austria).

D. Résumés par pays

36. Ayant formulé ses buts stratégiques et ses plans pour l'avenir avec un temps d'avance sur ses voisins, le Kazakhstan est en mesure d'exprimer clairement ses besoins actuels et d'attirer les fonds des donateurs. Il participe activement à différents cours de formation et séminaires spéciaux et prévoit même d'en organiser un l'année prochaine.

37. Comme indiqué dans son plan stratégique, le Kirghizistan s'efforce de tirer le maximum de profits des contacts internationaux pour développer son système statistique². Les activités des donateurs dans ce pays concernent elles aussi le développement stratégique à long terme et le renforcement du système national de statistique et ont pour but de faire acquérir des connaissances dans des domaines spécialisés de la statistique. Il n'y a pas dans le pays un donateur principal qui coordonnerait un grand nombre de projets (comme la Commission européenne/Eurostat au Kazakhstan). Le Kirghizistan reçoit l'appui de nombreux donateurs qui mènent un assez grand nombre d'activités différentes.

38. Ces dernières années, le Tadjikistan a reçu principalement une aide de la Banque mondiale et du DFID pour organiser des séminaires et faciliter l'élaboration du plan stratégique national

² Plan directeur statistique pour le développement du système d'État de statistique et d'information en République kirghize (2006-2008), Bishkek 2005, p. 4.

relatif aux activités statistiques. C'est au Tadjikistan qu'ont été faites le plus grand nombre d'enquêtes en 2005. Les données ainsi obtenues sont utilisées pour les statistiques de base.

39. Au Turkménistan, l'Institut national des statistiques d'État et de l'information reçoit pour le moment un soutien financier fourni essentiellement par le PNUD. La Commission européenne y a commencé des activités à la fin 2005 dans le cadre de son projet Statistics 8.

40. L'Ouzbékistan est le seul pays de la sous-région qui n'ait pas de plan stratégique à long terme pour le développement du système national de statistique. Les activités dans ce domaine sont fondées principalement sur des plans annuels.

IV. COMPARAISON DES RAPPORTS ÉTABLIS PAR LES BÉNÉFICIAIRES ET DES RAPPORTS DU CEI-STAT

41. À sa réunion de février, le Bureau de la CES a décidé que le Comité de statistique de la Communauté d'États indépendants (CEI-STAT) devait recueillir des informations sur les activités de coopération technique des pays bénéficiaires membres de la CEI.

42. Le CEI-STAT a commencé à recueillir des informations en Asie centrale au printemps 2006. Trois des cinq pays – le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan – ont envoyé un rapport au CEI-STAT au printemps 2006, les deux autres à l'automne 2006. La CEE a reçu en septembre et novembre 2006 des copies de ces rapports pour lesquels on avait utilisé aussi le questionnaire d'Eurostat établi initialement pour les Balkans occidentaux.

43. Il est malheureusement impossible de comparer les renseignements fournis respectivement par les donateurs et par les bénéficiaires. Les rapports des pays bénéficiaires sont axés essentiellement sur les années 2007-2010 tandis que les rapports émanant des différents donateurs, recueillis dans le cadre de l'enquête de la CEE, concernent les activités menées en 2005 et aux environs de 2005. Les projets mentionnés par les pays bénéficiaires dans le matériel collecté par le CEI-STAT sont encore, pour la plupart d'entre eux, au stade de la planification. Le rapport du CEI-STAT dresse un tableau assez fidèle des structures de coopération technique dont ont besoin les pays d'Asie centrale mais la liste des projets énumérés est si longue, du moins dans certains cas, qu'il paraît peu probable que certaines propositions soient réellement exécutées.

44. Dans les données fournies à la CEE par le CEI-STAT, le coût total des projets présentés par les pays s'échelonne entre 0,6 million d'euros et 2,2 millions d'euros par pays. Les échéances accusent aussi de grandes différences, les plus fréquemment mentionnées étant 2007-2008 mais allant parfois jusqu'à 2009 et 2010 et couvrant dans un cas les années jusqu'en 2015. Le nombre de projets varie de 3 à 13 par pays. L'Ouzbékistan indique le nom et les années d'exécution – ou d'exécution prévue – des composantes TACIS 8 et 9 en tant que projets distincts, mais ne donne aucun autre détail et ne mentionne aucun autre projet. La plupart des pays bénéficiaires décrivent les différents projets TACIS 8 et 9 comme un seul projet mais sans indiquer les noms ou les thèmes abordés.

45. Pour toutes ces raisons, il n'est pas possible d'établir une analyse comparée des rapports fournis respectivement par les donateurs et par les bénéficiaires.

46. Dans les futures séries d'enquêtes sur la notification des activités de coopération technique, il conviendra de définir de façon beaucoup plus précise ce qui doit être indiqué dans les rapports, et notamment le stade des projets. Pour ce qui est des activités de coordination, les échéances utilisées dans les rapports qui ont été soumis par les pays bénéficiaires seraient plus utiles que la méthode comptable utilisée le plus souvent dans les rapports des donateurs établis par la CEE.

V. AMÉLIORATION DE LA COORDINATION: BESOINS ET RECOMMANDATIONS

A. Chevauchement des activités

47. D'après l'enquête de la CEE, il n'y a eu aucun chevauchement notable des activités de coopération technique dans la sous-région de l'Asie centrale en 2005. Toutefois, le volume des activités de coopération technique dans le domaine de la statistique est resté si faible cette année-là qu'il n'y avait aucun risque de chevauchement. En ce qui concerne 2006 ou les années suivantes, les documents soumis par les donateurs sont trop fragmentaires pour que l'on puisse en tirer une conclusion.

B. Coordination des activités de coopération technique

48. En plus des activités générales de coordination qui sont menées régulièrement dans le cadre de la Conférence des statisticiens européens et de son Bureau, la CEE gère sur son site Web une base de données sur les activités internationales en matière de statistique, qui fournit aussi des informations sur les activités d'assistance technique: <http://unece.unog.ch/disa/>. Une coordination de la coopération technique a lieu également lors des réunions annuelles de coordination des programmes TACIS et CARDS organisées par Eurostat. Les conférences régionales sur le développement stratégique de la statistique, organisées par PARIS 21, et les commissions régionales des Nations Unies donnent lieu aussi à des échanges d'informations qui contribuent à renseigner sur les activités de coopération technique en matière de statistique et à assurer leur coordination. En 2006, le Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA) a démarré certaines activités de coordination aux réunions annuelles de son Groupe de travail du projet pour les statistiques dans la sous-région de l'Asie centrale, organisées par la CEE et la CESAP.

49. Bien que le présent rapport ne fasse pas apparaître de chevauchements importants des activités des donateurs dans le domaine de la statistique en Asie centrale, le principal problème restant d'obtenir un financement plus important et des activités plus nombreuses de la part des donateurs, il serait néanmoins utile pour la coordination future des activités d'améliorer la qualité des rapports qui traitent de la coopération technique. Une meilleure coordination des activités en Asie centrale sera indispensable dans les années qui viennent compte tenu de la participation accrue de la Commission européenne/Eurostat, qui a réintroduit le Turkménistan et l'Ouzbékistan dans le programme TACIS depuis 2006, de la mise en œuvre par la CEE du projet StatCapCA du Compte de l'ONU pour le développement et d'autres activités des donateurs dans le domaine de la statistique. On pourrait notamment envisager à cet effet les mesures suivantes:

a) Comparer les activités des donateurs et leurs plans relatifs à la coopération technique avec le Plan de développement stratégique des statistiques officielles établi dans chaque pays (plan stratégique intégré pluriannuel ou l'équivalent) et s'entendre sur les principales activités;

b) Améliorer la communication et l'établissement des rapports, en instaurant un système de notification transparent et si possible mondial en matière de coopération technique pour la statistique; un moyen d'y parvenir serait de soutenir les travaux de l'Équipe spéciale du CCSA sur la notification des activités des donateurs en matière de coopération technique, qui ont démarré en novembre 2006.

VI. RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ACTIVITÉS FUTURES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ET À L'EXÉCUTION D'ENQUÊTES

50. Quatre recommandations ont été élaborées à la lumière des problèmes rencontrés au cours de l'enquête et lors de l'analyse des résultats.

a) Définir clairement les périodes à prendre en considération

51. L'enquête a montré que la période à prendre en considération n'avait pas été suffisamment précisée aussi bien dans le questionnaire type que dans le questionnaire modifié pour l'enquête sur l'Asie centrale. Ce fut la principale source de difficulté lors de l'analyse. Les divergences observées à cet égard entre le matériel recueilli par la CEE et le matériel fourni par les donateurs et par le CEI/STAT auprès des bénéficiaires ont rendu particulièrement impossible toute comparaison entre donateurs et bénéficiaires.

b) Fournir une classification et une définition claire du projet considéré

52. Mettre sur pied des moyens statistiques est une tâche de longue haleine qui comporte un certain nombre d'étapes bien distinctes. Des idées de projets peuvent être esquissées mais elles ne reçoivent pas nécessairement le financement nécessaire et ne sont pas toujours mises en œuvre. En règle générale, un grand nombre de projets prévus ne sont jamais exécutés. Il peut s'écouler de trois à cinq ans entre le moment de la planification et celui de l'exécution – sans parler de l'intervalle entre l'ébauche et la rédaction définitive. Certains projets, par exemple la mise en place de moyens statistiques pour les recensements de la population et des habitations, sont très longs de par leur nature même.

53. Il sera donc indispensable, dans les rapports futurs, d'indiquer le stade auquel est parvenu un projet.

54. On peut distinguer au moins six stades: i) projet présenté, ii) projet planifié, iii) projet planifié ayant fait l'objet d'une décision de financement mais dont l'exécution n'a pas encore commencé, iv) projet en cours d'exécution, v) projet exécuté mais pas encore mené à terme, et vi) projet mené à son terme.

55. Les informations recueillies aux fins de coordination doivent porter le plus possible sur les stades i) et ii), éventuellement aussi sur les stades iii) et iv). Toutefois, cela introduit automatiquement un degré d'incertitude en raison du fait que certains des projets présentés et planifiés ne seront jamais concrétisés sous forme d'activités de coopération technique effectives.

56. Quand l'accent est mis sur la fiabilité des données notifiées, la qualité des rapports s'en trouve améliorée, en ce qui concerne surtout les stades v) et vi) mais le matériel fourni risque

alors de constituer plutôt un «rapport comptable» a posteriori qui ne sera pas très utile à la coordination des activités.

c) Élaborer une classification des activités de coopération technique

57. Dans l'enquête qui a été exécutée, les noms des projets étaient parfois indiqués en termes si généraux, et dans de nombreux cas sans être accompagnés d'aucune information sur le sujet ou les thèmes des activités considérées, qu'il aurait été très difficile de procéder à une analyse sérieuse des chevauchements si les projets avaient été plus nombreux. Il pourrait donc être utile d'adopter une classification des activités de coopération technique pour les futurs exercices de notification.

d) S'assurer que l'institution établissant le rapport possède une bonne connaissance des structures du donateur (et du bénéficiaire)

58. En raison de la structure complexe des grandes organisations internationales et des structures chargées des prises de décisions relatives aux activités des donateurs, il n'a pas toujours été possible de savoir si les questionnaires de l'enquête avaient bien été soumis à la partie «compétente» de l'organisation, et si l'absence de réponse d'une partie donnée de l'organisation permettait de conclure que ladite organisation n'avait pas d'activités dans ce domaine en Asie centrale. L'absence de réponse pouvait aussi être due à ce qu'un donateur ayant des activités en cours dans les domaines considérés avait simplement omis de répondre. En pareil cas, un rappel ou le renvoi des questionnaires à un autre interlocuteur de l'organisation aurait amélioré le taux de réponse et, de ce fait, la qualité de l'information.

59. Une quatrième conclusion est que pour mener une enquête sur les donateurs, il faut bien connaître les structures de décision des différents donateurs. Une bonne connaissance des structures dans les pays bénéficiaires est également utile. Il convient en outre de disposer de coordonnées à jour pour les décideurs des organisations pertinentes. Lorsqu'on dispose d'informations sur les décideurs aux divers niveaux des organisations internationales, du moins les plus importantes, cela améliore la qualité de l'information.
